Entretien de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avec France 2 le 3 février 2026, sur l'Iran, Gaza et la Syrie.

2026-02-03

Q - Bonjour à tous, bonjour Jean-Noël Barrot. On apprend à l'instant même qu'un Français qui risquait la peine de mort vient d'être acquitté en Malaisie. Est-ce que vous en savez plus ? Quelle est votre réaction ?

R - C'est un immense soulagement. Cela fait depuis un an et demi qu'il était détenu en Malaisie. Il encourait, vous l'avez dit, la peine de mort. Il vient d'être acquitté et l'accusation renonce à faire appel. Et donc dans ce moment, j'ai une pensée pour ses parents, que j'ai rencontrés à deux reprises l'année dernière, et qui vont enfin pouvoir retrouver leur fils.

Q - Acquitté, donc il va pouvoir rentrer en France ?

R - Absolument.

Q - Le président iranien a mandaté son ministre des affaires étrangères pour négocier avec les États-Unis. La presse américaine parle ce matin de négociations directes Iran - États-Unis dès vendredi. Est-ce que vous confirmez ?

R - En tout cas, si le régime iranien a décidé de se saisir de la proposition de négociation des États-Unis, c'est une bonne chose. La première des décisions à prendre, c'est évidemment de mettre fin à cette répression sanglante, de libérer les prisonniers, de rétablir les communications, de rendre sa liberté au peuple iranien. Et puis ensuite, effectivement, de traiter des questions du nucléaire, des questions des missiles, des questions des soutiens aux organisations terroristes dans la région, qui soulèvent des problèmes de sécurité majeurs pour la région, mais aussi pour l'Europe.

Q - J'entends que vous ne voulez pas confirmer officiellement, mais enfin, vous ne seriez pas surpris que ces négociations aient réellement lieu ?

R - Je comprends qu'elles auront lieu à Istanbul. Nous sommes en relation étroite avec les pays médiateurs entre les États-Unis et l'Iran et nous les soutenons dans cet effort.

Q - Donc négociations dès vendredi entre les États-Unis et l'Iran à Istanbul. " Parlons des choses possibles, ne parlons pas de choses impossibles ", c'est ce qu'a dit votre homologue

iranien. Est-ce que ça veut dire : on peut parler, on peut faire un geste sur le nucléaire, mais n'essayez pas de réformer le régime parce que ça, c'est une chose impossible et c'est ce qu'il faut comprendre ? De cette déclaration de votre homologue ?

R - On ne va pas faire l'exégèse des déclarations des autorités iraniennes. Mais je le redis, la priorité, c'est d'abord de mettre fin à cette répression, à ces violences d'État, à ces crimes de masse qui ne doivent pas rester impunis. D'où les décisions que nous avons prises la semaine dernière. Et ensuite, le régime doit consentir à des concessions majeures, changer radicalement de posture vis-à-vis de son peuple, mais aussi vis-à-vis des pays de la région et vis-à-vis de nous-mêmes. Parce que son attitude, depuis bien des années, soulève des problèmes de sécurité majeurs.

Q - Quand on entend votre homologue dire " ne parlons pas des choses impossibles ", on n'a pas l'impression que c'est le pas qu'ils veulent franchir. On sait le peu de cas que fait Donald Trump des droits de l'Homme. Savoir que les Américains et les Américains seuls négocient, est-ce que c'est inquiétant ?

R - Vous savez, la question du nucléaire iranien, celle de son programme balistique, son programme de missiles, celle de son soutien aux groupes terroristes Houthis, Hezbollah et Hamas, c'est un sujet sur lequel nous travaillons depuis longtemps et sur lequel nous avons, avec les États-Unis, des échanges très fréquents.

Q - Ce n'était pas ma question. Est-ce que vous avez le sentiment que le président américain peut avoir une influence nécessaire, positive dans des négociations sur ce qui se passe à l'intérieur de l'Iran ?

R - Je le souhaite vivement, parce que le peuple iranien a droit à la liberté, il a droit au respect et il a droit à disposer de son propre avenir.

Q - Hier, dans Libération, vous incitiez, je vous cite, l'Europe à s'assumer comme une grande puissance. Permettez-moi de penser que sur ce dossier, c'est assez mal parti, parce que c'est peut-être une grande puissance, mais une puissance absente. Les Américains, là, négocient seuls, sans l'Europe.

R - À quel sujet ?

Q - Sur les négociations qui s'ouvrent vendredi, dont vous avez confirmé l'ouverture vendredi, ce sont des négociations Iran - États-Unis. On n'a pas l'impression que l'Europe soit très présente.

R - Mais vous voyez bien que d'une manière ou d'une autre, l'Europe participera à ces échanges. C'est la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne qui, depuis dix ans, sont en pointe des négociations avec l'Iran. Et en tout état de cause, si le moment venu, le régime change

radicalement de posture et que se pose la question d'éventuelles levées d'embargos ou levées de sanctions, c'est par l'Europe que ça devra passer.

Q - Des malades et des blessés palestiniens ont commencé à quitter la bande de Gaza hier après la réouverture du passage de Rafah. Trois ambulances seulement, une dizaine de personnes. C'est pour amuser la galerie ou c'est vraiment un début de quelque chose, de la part d'Israël ?

R - D'abord, c'est une nouvelle que je salue puisque nous l'attendions depuis longtemps. Mais c'est une nouvelle qui est insuffisante, puisqu'à ce stade, seules les personnes peuvent franchir le passage de Rafah, ce qui est évidemment essentiel pour les personnes blessées qui vont pouvoir trouver en Égypte les soins adaptés. Il faut maintenant que l'aide humanitaire puisse y transiter. Demain, 400 tonnes d'aide alimentaire, destinées à 42.000 enfants palestiniens, vont arriver à El-Arish, en Égypte, en provenance de la France. Il est impératif que cette aide puisse entrer à Gaza et parvenir aux populations auxquelles elle est destinée. Et nous nous tenons prêts, Européens, puisque vous m'interpelliez sur ce sujet, à sécuriser le point de passage, puisque nous avons sur place une mission, des gendarmes, qui sont capables d'apporter toute la sécurité nécessaire au transit de l'aide d'humanité.

Q - Il est impératif, avez-vous dit, que cette aide entre. Est-ce que vous avez bon espoir que ce soit le cas ?

R - Je le souhaite très vivement. Et je le redis, si des questions de sécurité sont soulevées, l'Europe peut les prendre en charge.

Q - Parce que le Président de la République, quand il était allé sur place, s'était ému du fait que l'aide humanitaire française ne rentrait pas.

R - Vous avez tout à fait raison.

Q - Puisque Israël considérait que c'était du matériel qui pouvait servir à autre chose. Est-ce que cette fois-ci, vous pensez que l'aide humanitaire rentrera plus facilement ?

R - Non seulement les points de passage doivent être ouverts, et quand il y a une bonne nouvelle, il faut la saluer. L'ouverture du point de passage de Rafah en est une. Deuxièmement, il faut que les biens puissent entrer dans Gaza sans contrôle excessif, comme ça a été le cas depuis trop longtemps. Et troisièmement, il faut que les organisations des Nations unies, mais aussi les ONG, les associations Médecins Sans Frontières puissent œuvrer à Gaza, où la situation reste très difficile.

Q - Il me reste très peu de temps pour une dernière question. Le régime syrien et les Kurdes ont conclu un accord. Ici, l'inquiétude monte sur le sujet du sort de djihadistes prisonniers qui

auraient pu soit être libérés, soit s'évader. Est-ce que ça vous inquiète ? Est-ce qu'il y en a de la nature ? Y a-t-il des Français parmi eux ?

R - Nous suivons attentivement la situation sur le terrain. L'accord qui a été trouvé entre les Kurdes et le gouvernement syrien que nous avons soutenu, puisque nous sommes mobilisés à tous les niveaux, permet d'assurer, de garantir la sécurité des prisons qui, dans le nord-est syrien, gardent les milliers de combattants terroristes de Daech. Nous l'avons dit dès le premier jour aux autorités syriennes, notre priorité absolue dans ce moment de redressement et de réunification de la Syrie, c'est qu'il n'y ait aucune place pour la résurgence de Daech.

Q - Il n'y a pas de djihadistes, vous n'avez pas d'inquiétude sur des djihadistes dans la nature aujourd'hui ?

R - Nous nous donnons les moyens d'éviter toute résurgence de Daech en Syrie.

Q- Merci infiniment Jean-Noël Barrot, ministre des affaires étrangères, qui confirme l'atelier de négociation vendredi et qui nous annonce aussi l'arrivée d'aide humanitaire française à Gaza.

Source https://www.diplomatie.gouv.fr, le 4 février 2026

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/301906-entretien-jean-noel-barrot-03022026-france-2-politique-etrangere